

INTERVENTION AU MALI : DEJA UN ECHEC !

Le président de la République, François Hollande, se lance dans une guerre au Mali. Dans quel but ? Offrir une perspective de croissance et de développement de la région ? « Lutter contre le terrorisme » ? Mener une action néo-coloniale ? Ou bien sans aucun but ?

- Une guerre contre le terrorisme ?

Les forces qui aujourd'hui contrôlent le Nord du Mali (En réalité presque les 2/3 du Mali) n'ont rien à voir avec le terrorisme. Il s'agit seulement (si l'on peut dire) de bandes armées. Elles sont le prolongement de la guerre de Lybie, l'intervention internationale ayant amené au pouvoir en Lybie des « anciens Jihadistes d'Al-Qaïda ». Les bandes armées du MNLA, d'Ançar Dine, de Jumao ou d'Aqmi qui sévissent au Mali sont lourdement armées après s'être servies dans les dépôts Lybiens et après avoir bénéficié du déversement massif d'armes (notamment de l'armée française) pour faire la guerre à Khadafi. Ce ne sont donc pas des terroristes mais des « seigneurs de guerre » qui grâce à cet armement démesuré font, pour vivre, du brigandage, de la prise d'otage et du trafic de drogue comme au Mexique ou ailleurs sur la planète quand la crise économique et la mondialisation ont liquidé les structures d'Etat.

- Une déliquescence due à la financiarisation

Le Mali n'est plus qu'un territoire morcelé tandis que L'Etat est gangrené lui-même par une corruption générale. Hollande peut toujours faire croire qu'il existe une armée malienne.... Celle-ci tout comme « l'Etat malien » n'a aucune consistance notamment depuis le coup d'état de mars 2012. C'est ainsi qu'un régiment entier est réfugié depuis plusieurs mois au... Niger !

Dire comme le fait F. Hollande qu'il agit en soutien à « l'Etat Malien », est un pur mensonge. Pour soutenir l'Etat malien, il faut lui offrir une perspective politique, une perspective de croissance, une perspective de développement. Pas un terrain de manœuvre pour troupes d'élite.

A force de pressions françaises, quelques pays (Tchad, Nigéria, etc..) consentent à envoyer quelques centaines de militaires au Mali mais manifestement, ils ne souhaitent pas que leurs troupes servent de chairs à canon au sol pendant que l'armée française bombarde, elle, sans prendre de risques. Les pays voisins sont dans une telle situation économique et financière précaire qu'ils ont bien compris qu'ils risquent d'être déstabilisés au même titre que le Mali par la guerre civile qui ne cesse de s'étendre depuis la guerre de Lybie. L'Algérie, elle-même, qui sort à peine d'une guerre interne meurtrière est franchement hostile à l'intervention mais fait le dos rond puisqu'elle avait tenté un accord de paix avec les belligérants qui a échoué au mois de décembre 2012.

- Des visées impérialistes de la « Françafrique » ? Même pas !

Compte tenu de cette situation, les troupes françaises vont donc aller au front quasiment seules... et non pas en appui à une force internationale d'intervention. !

S'agit-il d'une manifestation de visées impérialistes de la « Françafrique » comme le pense l'extrême gauche ? Non ! Tout simplement parce qu'avec la mondialisation et la financiarisation du capitalisme, occuper un pays n'a pas d'intérêt !! Il y a bien les mines d'uranium au Niger qui fournissent une bonne partie du combustible pour les centrales nucléaires françaises. Il y a bien à Faléa au Mali un espoir pour Aréva d'exploiter une mine d'uranium mais qui ne semble guère rentable. Mais à part cela, pas grand-chose... Et pour exploiter des ressources, les multinationales ne s'embarrassent plus d'occuper un pays, ils « sanctuarisent » au moyen de milices privés (Gabon par exemple) la partie qu'ils les intéressent...

L'intervention militaire de La France au Mali : déjà un échec.

L'Afrique mérite mieux qu'une guerre entre bandes armées, y compris celles venues de France. Elle mérite un véritable plan « marshal » de développement qui est le seul gage d'une stabilité et d'une installation durable de la démocratie en Afrique.

Or le gouvernement, la classe politique et les « intellectuels » qui poussent à la guerre (BHL, Kouchner, etc..) n'offrent aucune perspective politique de ce type pour le Mali ! L'expédition ne pourra donc que se solder par un échec. Tout comme a été un échec, cette opération scandaleuse de récupération d'un espion de la DGSE en Somalie coûtant la vie à 8 civils somaliens.

Si F. Hollande veut agir pour soutenir à « l'Etat Malien », il faudrait qu'il prenne les moyens et les décisions permettant de proposer une perspective politique, une perspective de croissance, une perspective de développement. Est-ce le cas ? La situation économique et sociale du Mali, comme celle d'une bonne partie de l'Afrique est bloquée par la finance internationale qui comme dans l'ensemble du monde refuse d'investir des capitaux dans les pays pauvres par préserver son pouvoir et sa rente.

Agir pour un Mali indépendant et stable, c'est donc s'opposer à la finance internationale afin de mobiliser des capitaux pour investir massivement en Afrique et au Mali. Tout au contraire, F. Hollande et le gouvernement de gauche démontrent à l'intérieur de l'hexagone (plan de rigueur) comme à l'extérieur, qu'ils se couchent devant le capitalisme financier.

C'est pourquoi, loin de favoriser le développement du Mali, l'intervention militaire française accentuera le chaos de la zone.